La mondialisation néolibérale : une Bastille à faire tomber

Le 14-07-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

{"preview_thumbnail":"/sites/default/files/styles/video_embed_wysiwyg_preview/public/video_thumbnails/Q5jb2qYALBM.jpg?itok=lngEX1ai","video_url":"https://youtu.be/Q5jb2qYALBM","settings":{"responsive":1,"width":"854","height":"480","autoplay":0},"settings_summary":["Embedded Video (Adaptatif)."]}

La mondialisation néolibérale : une Bastille à faire tomber

Jacques Nikonoff

14 juillet 2016.

Nous sommes aujourd'hui le 14 juillet. C'est la Fête nationale, en France, en référence au 14 juillet 1789, date de la prise de la Bastille. Il me parait important de rappeler la signification particulière de cette journée.

C'est le jour symbolique qui a entraîné la fin de la monarchie absolue. À notre époque, une nouvelle Bastille reste à abattre, c'est la mondialisation néolibérale et les 3 piliers sur lesquels elle repose :

- Le libre-échange.
- La globalisation financière.
- Les institutions multilatérales comme le FMI, l'OMC, la Banque mondiale ou l'Union européenne.

Car cette mondialisation-là, c'est celle du chômage, de la précarité, de la destruction de la planète.

Abattre cette nouvelle Bastille qui emprisonne les peuples, cela s'appelle la démondialisation.

C'est la révolution contemporaine qui nous appelle, à laquelle je vous appelle.

Au XVIII^{e} siècle, régnant sur son royaume au moyen du droit divin, le monarque était le représentant de Dieu sur terre.

Au XXI^{e} siècle, aujourd'hui, le monarque de droit divin a été remplacé par le marché et les firmes multinationales.

Au XVIII^{e} siècle, la Révolution a opéré un transfert de souveraineté : du monarque, vers le peuple.

Au XXI^{e} siècle, la révolution doit redonner le pouvoir au peuple.

Au XVIII^{e} siècle, le royaume est devenu la nation, et les sujets sont devenus un peuple de citoyens.

Cette conception de la nation n'a rien à voir avec du nationalisme, ni la souveraineté avec du souverainisme, ni cette définition du peuple avec du populisme.

Méfions-nous de ceux qui dénoncent pour un oui ou pour un non le « nationalisme », le « souverainisme » ou le « populisme ».

Parfois, ils ne savent pas de quoi ils parlent.

Mais la plupart du temps, ils cherchent à discréditer ces notions pour laisser la place libre au marché et aux firmes multinationales.

Le nationalisme, le souverainisme et le populisme, c'est comme le cholestérol.

On sait pourtant, désormais, qu'il existe un mauvais cholestérol, et un bon cholestérol.

Et bien il existe aussi un mauvais et un bon nationalisme, un mauvais et un bon souverainisme, un mauvais et un bon populisme.

Le mauvais nationalisme, c'est prétendre que la nation dont on est membre est supérieure aux autres nations.

C'est une forme de racisme.

Une prétention.

Le bon nationalisme, celui que je défends avec mes amis du Rassemblement pour la démondialisation, c'est considérer que les décisions qui concernent la nation à laquelle on appartient doivent être prises par cette nation.

Le mauvais souverainisme, c'est affirmer que seul l'intérêt de sa nation compte, quel que soit l'impact des décisions prises sur les autres nations.

Le bon souverainisme, celui que je défends avec mes amis du Rassemblement pour la démondialisation, c'est considérer que la souveraineté des uns doit respecter la souveraineté des autres.

C’est une perspective universelle qui impose la coopération, l’amitié entre les peuples et non leur concurrence.

Le mauvais populisme, c’est manipuler le peuple, le flatter, utiliser la démagogie et donc finalement lui mentir.

Le bon populisme, celui que je défends avec mes amis du Rassemblement pour la démondialisation, c’est respecter le peuple qui doit rester le seul souverain.

La nation telle que je la conçois avec mes camarades du Rassemblement pour la démondialisation, n’affirme donc aucune supériorité ethnique ou une quelconque agressivité envers les autres peuples.

La souveraineté nationale, au sens révolutionnaire, est un principe universel.

La Révolution de 1789 ne sépare pas la formation de la conscience nationale de l’émancipation et de la liberté.

Cette conception de la nation est porteuse d’un message émancipateur universel qui a stimulé la maturation, ou même la naissance du combat pour l’indépendance nationale de nombreux pays européens dès les XVIII^{e} et XIX^{e} siècles.

On ne peut ignorer, non plus, la portée immense du message de la nation républicaine dans ce que furent les colonies, lorsqu’elles se sont engagées dans la lutte pour leur indépendance nationale.

Ainsi conçue, la souveraineté nationale est un principe politique fondamental, universel, progressiste.

L’absence de souveraineté populaire – pendant l’Ancien Régime, la période de Vichy ou avec la mondialisation néolibérale - signifie la captation du pouvoir, puisque par définition celui-ci se place en dehors du peuple.

Par ailleurs, il ne peut y avoir de souveraineté populaire sans citoyenneté, la citoyenneté étant la mise en œuvre de la souveraineté populaire.

La citoyenneté se manifeste par l’exercice de droits politiques comme expression de la liberté en société.

C’est le peuple qui fait société, au sein de la nation, association volontaire définissant un contrat social par une Constitution de laquelle vont découler des lois élaborées par le peuple ou ses représentants.

La souveraineté du peuple implique nécessairement une démocratie directe, représentative et délégataire qui permet l’exercice de ces droits.

Une vraie citoyenneté impose une participation active à la politique :

- Conception, mise à jour et défense du contrat social incarné dans la Constitution.
- Élaboration de la loi comme expression de la volonté générale.
- Garantie de l’État de droit.
- Implication dans la délibération publique.

- Participation au suffrage universel.

Il s'agit d'autant d'éléments indissociables qui constituent les bases de la démocratie dans une visée universelle.

La vraie citoyenneté, est un engagement militant débordant les frontières de l'élite politisée.

La vraie citoyenneté, c'est s'investir dans les structures parallèles à l'appareil d'État que sont les syndicats, les partis, les associations, les collectifs militants les plus divers.

Si on se demande ce qui fait qu'un peuple est un peuple, et non simplement une ethnie, une communauté, des croyants, les habitants d'un territoire, des entrepreneurs, un ensemble de consommateurs : c'est la politique.

Un peuple est politique ou n'est pas.

C'est cela que les stratégies néolibérales de mondialisation veulent détruire.

C'est tout cela qu'il faut reconstruire, et c'est mon combat.

Pour se déployer avec toute l'ampleur souhaitable, les politiques néolibérales avaient besoin de faire sauter les deux verrous que représentent la souveraineté nationale et la souveraineté populaire.

Elles y sont partiellement parvenues en faisant croire que la nation était un cadre désuet à l'heure de l'Union européenne et de la mondialisation, tandis que le peuple, face à la complexité croissante du monde, n'avait aucune aptitude à s'exprimer.

On le voit aujourd'hui avec le Brexit.

Que de propos méprisants ont été tenus sur le courageux peuple Britannique !

Selon le néolibéralisme, le marché, spontanément, aurait réponse à tout, à la condition d'être totalement libre de ses mouvements.

Le marché, comme nouvelle croyance magico-religieuse, surplomberait désormais les souverainetés nationales et populaires, puisqu'il ne permettrait pas d'autre choix.

Or, précisément, la souveraineté nationale et la souveraineté populaire peuvent, à tout moment, entraver cette liberté, au nom d'une liberté supérieure, celle du peuple.

L'idéal, pour les néolibéraux, était donc de formater les esprits en les acclimatant peu à peu à l'idée que toute politique qui ne serait pas néolibérale serait désormais interdite en raison de la « contrainte extérieure » que représenterait, pour chaque nation, la mondialisation.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette stratégie des néolibéraux a parfaitement bien fonctionné, comme en témoigne, pour ne prendre que cet exemple, la « construction européenne » qui n'a fait que construire le néolibéralisme à l'européenne.

C'est pourquoi je me fixe pour objectif, avec le Rassemblement pour la démondialisation, de faire de la souveraineté des nations et des peuples LA question politique principale des élections de 2017,

car cette question « surplombe » toutes les autres.

C’est la liberté pour la France – comme pour chaque pays – de choisir son système culturel, économique et social.

Lutter pour la souveraineté nationale, la souveraineté populaire et la coopération internationale entre les peuples, c’est nécessairement lutter contre la mondialisation néolibérale et l’Union européenne.

Les politiques de mondialisation néolibérale ne peuvent se déployer qu’en détruisant cette conception de la nation et du peuple issue de la Révolution.

Le moyen principal pour y parvenir a été le cheval de Troie qu’est le système de Bruxelles, c’est-à-dire l’Union européenne.

Son but, qui témoigne de la vraie nature de l’Union européenne, est de soustraire à la souveraineté des nations et des peuples l’essentiel des instruments de la politique économique, la monnaie en premier lieu.

Une nouvelle pensée magico-religieuse s’est donc installée.

C’est la croyance selon laquelle l’interdépendance des économies n’offrirait plus de « marges de manœuvre » nationales.

Elle a anesthésié les gouvernements et impressionné une partie de l’opinion publique.

C’est pourquoi je considère qu’un gouvernement « bien intentionné » devrait prendre des mesures unilatérales pour s’émanciper des politiques de mondialisation néolibérale, en démondialisant.

C’est-à-dire en sortant de l’ordre néolibéral mondial.

Autrement dit, en sortant unilatéralement de l’OTAN, du FMI, de l’OMC, de la Banque mondiale, de l’Union européenne et de l’euro.

C’est la condition absolument nécessaire, même si elle n’est pas suffisante, pour mettre un terme au chômage et à la précarité.

C’est, en effet, le seul moyen de mener des politiques sociales, environnementales, économiques et démocratiques favorables au peuple français, dans une perspective universaliste.

Si vous partagez ce point de vue, engagez-vous aux côtés du Rassemblement pour la démondialisation.

Participez à la campagne.

Inscrivez-vous sur le site Internet nikonoff2017 !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire